

*A. Heynzen*

**Aux députés anglais, M. Clemenceau a dit :**  
 « Arrêtez-vous au pied du monument où, toute d'or, sur son cheval d'or, marche au combat la petite paysanne de France, qui fut, on ne sait comment, à elle seule, une armée, que dis-je, toutes les armées de la France à la fois... Elle vous fera le signe de tête, qui sera le gage suprême de toute réconciliation. »

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot  
 Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51  
 Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :  
**GUSTAVE TÉRY**

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

La réforme de la presse

## La Publicité est faite pour le public

On nous a dit au début des hostilités — et l'on a souvent répété depuis — que le ministre de la guerre avait enjoint d'arracher sur tous les murs de France les plaques de la société Maggi, qui donnaient aux Boches les plus précieuses indications topographiques. Si le fait est exact, il n'y avait nul besoin d'un supplément d'enquête pour fusiller immédiatement la bande d'espions, qui, sous le fallacieux prétexte de nous vendre du bouillon ou du lait, préparait aussi effrontément les voies à l'invasion.

On eut pourtant la surprise d'apprendre par la suite que non seulement les Maggi n'avaient pas été inquiétés, mais que leurs biens n'avaient même pas été mis sous séquestre, et qu'il leur avait suffi de changer d'enseigne pour continuer leur commerce comme devant. Bien mieux : c'était le ministre de la guerre lui-même qui s'était chargé, en tant qu'avocat, d'établir devant les tribunaux leur parfaite innocence. Il ne demandait pour cela qu'une cinquantaine de mille francs et quelques années de réflexion.

Cette affaire obscure en est toujours là, et je n'en veux retenir pour l'instant que la seule chose parfaitement claire : c'est qu'en temps de guerre n'importe qui ne peut pas afficher n'importe quoi sur un mur.

Il ne m'en faut pas plus pour répondre à certains directeurs de grands quotidiens qui se sont émus, paraît-il, de nos réflexions sur leur publicité : « Vous avez un grand mur que vous tirez tous les matins à des millions d'exemplaires et que vous montrez chaque jour à des millions de Français. Comment pouvez-vous soutenir qu'il vous est loisible d'autoriser n'importe qui, pourvu qu'il paie un prix convenable, à mettre n'importe quoi sur votre mur, sur ces millions de murs que vous bâtissez tous les jours ? »

Il est trop certain qu'en temps de guerre l'absolue licence de la publicité est inadmissible. La censure elle-même a fini par s'en apercevoir, puisqu'elle s'est mise à éplucher les annonces, — ce qui ne l'empêche pas d'en laisser passer qui, manifestement, sont rédigées par des espions. Il faut convenir du reste que les Boches de l'intérieur seraient bien bêtes de ne pas utiliser ce mode de correspondance, sûr et sans risques, puisque nous avons nous-mêmes, après di-neuf mois d'épreuves, la bêtise incurable de le laisser à leur disposition.

Mais, j'irai plus loin, et si l'on nous accorde que la publicité ne peut être libre en temps de guerre, je ne vois pas du tout pourquoi elle serait davantage en temps de paix.

Voilà un aigrefin qui ne peut faire des dupes qu'à la condition d'insérer son boniment dans un journal. Si le journal consent à le publier, ne devient-il pas complice de l'escroc ? Sans son concours — et sa caution tacite — le filou aurait-il pu détrosser tant de gogos ingénus ?

Lisez cette lettre qu'a reçue tout

réemment le directeur d'un « grand quotidien » :

Monsieur,  
 Veuillez permettre à un publiciste financier, de vous signaler derechef la déplorable facilité avec laquelle votre journal insère les annonces des escrocs de la basse finance. Vous contribuez ainsi à la prospérité du commerce malsain des plus notaires filous, sans vous soucier des ravages, des ruines, que vous semez dans le monde de la petite épargne. Et pour cette publicité, vous ne rougissez pas d'accepter de la main des écumeurs une partie des dépouilles de leurs victimes. Si vous ignorez, notre devoir est de vous l'apprendre : l'argent que vous recevez pour publier les annonces de X... Y... et Z... est de l'argent soustrait, volé, aux naifs, aux malheureux en détresse.

C'est purement scandaleux ; c'est pis : c'est criminel. Par tous les moyens en notre pouvoir, nous voulons faire cesser cette honteuse exploitation.

Je ne connais pas plus le signataire que le destinataire de cette lettre, mais on ne peut évidemment y répondre autrement que pour en reconnaître la parfaite justesse.

Est-ce à dire qu'un journal doit se porter garant de toutes les réclames qu'il publie ? L'exiger serait un autre excès. Il est impossible au journaliste de vérifier la valeur de tous les produits qu'on célèbre dans ses colonnes. Tout ce qu'il peut garantir, c'est sa bonne foi personnelle ; tout ce qu'on peut lui demander, c'est de ne pas tromper sciemment ses lecteurs. S'il s'est assuré au préalable de l'honorabilité des gens qu'il admet à l'honneur de leur adresser la parole, personne ne lui fera un crime, en cas d'accident, d'avoir commis une erreur involontaire. Tout ce que je lui reproche, quand elle est reconnue, c'est d'y persévérer.

Et s'il est vrai qu'un journal moderne ne peut se passer d'annonces, il n'est pas moins vrai que la publicité est d'abord faite pour le public. Parlons-en mieux : le premier contrat de publicité doit être celui qu'un journal passe avec ses lecteurs. C'est par sa sincérité qu'il méritera leur confiance, et son souci de vérité ne sera pas moindre à la quatrième page qu'à la première.

C'est du moins ainsi que l'Œuvre entend le journalisme, et c'est d'ailleurs ce qui explique son succès.

Ne boudez pas, confrères ; suivez plutôt son exemple, car, en fondant ce quotidien qui n'a pas encore cinq mois d'existence, nous n'avons pas eu la simple prétention de faire un journal de plus. Notre ambition est plus haute : nous voulons tout bonnement refaire la presse française.

Vous plaît-il de nous y aider ?

Gustave Téry

Propos d'un grincheux

### PROBLÈME

En une journée, nous avons abattu un zeppelin et cinq avions allemands. M. René Besnard n'a vraiment pas de chance. S'il avait pu résister quinze jours de plus aux questions insidieuses des parlementaires, il se trouverait soudain environné de gloire et affermi pour longtemps sur son trône. Nous sommes le jouet des vents : il n'en faut pas douter.

Vous me direz : « Ce serait un tort de faire honneur au jeune avocat tourangeau des faits d'armes de la nuit

dernière. On a parfaitement prouvé qu'il n'entendait rien à l'aviation. »

Bon. Je tombe d'accord. Mais, alors, qui devons-nous louer ?

Personne ? Je dois penser que les choses se font toutes seules ? Que le hasard a amené les autos-canon à Revigny ? que le seul destin a donné brusquement à nos avions une assez grande vitesse et un armement assez sûr pour qu'ils puissent, sans désavantage, lutter contre les aviateurs ennemis ?

Quel que soit mon désir de me guérir des individus, je ne puis atteindre à cette conception d'une administration aveugle, roulant seule vers le succès.

Il y a une personne, ou plusieurs personnes qui ont préparé l'événement d'hier.

Qui ?  
 Je voudrais savoir et donner un nom à ma joie. Je ne trouve pas. Ce n'est pas M. René Besnard. Ce n'est pas le colonel Régnier, qui est à peine installé. Que faire ? Jamais la République ne voudra décorer la Providence !

Albert Savarus

Hors de France

### Éloquence sacrée

Evidemment, monsieur Clemenceau ! évidemment, ce n'est pas Jeanne d'Arc ni le Prince Noir qui nous empêcheront de nous entendre avec les vingt-cinq parlementaires anglais qui nous font l'honneur de nous apporter aujourd'hui leur amitié !

Sans doute, nous avons été tous émus d'apprendre que l'honorable M. Clemenceau attendait cette visite depuis la bataille d'Hastings ; après une pareille attente, on est excusable de manifester quelque émotion. Mais, maintenant que les congratulations propitiatoires sont échangées, de grâce

Prends-moi l'éloquence et tords-lui son cou ! comme enseignait Paul Verlaine, qui avait tant de bon sens quand il n'était pas saoul, et qui fut un précurseur, lui aussi, de l'Entente Cordiale. J'ai prédit que ces visites interparlementaires se noieraient dans les banquets et les discours. Faites-moi mentir, je vous en prie ! Pensez que vous allez vous promener dans toutes les grandes villes de France, puis d'Angleterre, puis sans doute d'Italie, et pourquoi pas de Russie ? Hélas ! J'entends bien qu'il s'agit surtout de faire connaissance. Mais ne pourriez-vous faire connaissance en parlant tout de suite de choses pratiques, si follement urgentes ?

Une par-dessus tout : le bloc économique ! J'espère que ce mot de bloc sera cher à M. Clemenceau. En tout cas, les Austro-Boches, là comme partout, ont pris les devants. En attendant que notre victoire, demain, les réduise et les fragmente, il en restera toujours assez pour former un syndicat colossal de quatre-vingts millions de producteurs et de consommateurs dont l'unité de race, de langue et d'action se jouera des frontières théoriques où nous prétendons les isoler les uns des autres.

Le comité consultatif du Board of Trade, devant cette évidence, a émis le vœu d'une véritable union douanière avec la France. Mais la vieille école libérale de Manchester a émis un vœu opposé et a pour elle les socialistes, qui craignent de voir le protectionnisme ressusciter les monopoles d'antan.

La contradiction est si absolue que la Westminster Gazette a proposé un moyen terme : libre échangiste avec toutes les nations du globe, comme par le passé, l'Angleterre ne serait protectionniste que vis-à-vis de l'Allemagne, qui s'est mise hors la loi. Il est remarquable que les organes libéraux comme les Daily News et la Daily Chronicle déclarent qu'ils se rallieraient à ce compromis, qui n'est pas le moins féroce.

Les amis de M. Clemenceau et de lord Bryce vont certainement en parler entre eux, tout bas. Cependant, à nous, du haut de la chaire, on parle de Jeanne d'Arc et du Prince Noir. Ce n'est pas de jeu !

Maurice de Waleffe

Nous avons reçu d'une généreuse donatrice cent francs pour les petits Sorbes et soixante-quinze francs pour l'Ecole des Mutiles.

Les Communiqués

### Deux attaques allemandes

15 heures.

En Artois, à la suite du violent bombardement signalé hier, en fin de journée, l'ennemi a effectué une forte attaque sur nos positions du bois de Givenchy. Il a pu pénétrer dans nos tranchées de première ligne complètement bouleversées sur un front de 800 mètres environ et en plusieurs points dans notre tranchée de doublement, dont, à la suite d'une contre-attaque de notre part, il n'occupe plus que quelques éléments. L'ennemi, dont l'effectif peut être évalué à sept bataillons, a subi des pertes considérables du fait de nos tirs de barrage et de nos feux d'infanterie et de mitrailleuses.

Au sud-est de Rocourt, l'ennemi a fait sauter une mine dont nous avons occupé l'entonnoir.

Continuation de l'activité d'artillerie dans la région de Verdun. Les Allemands ont attaqué hier, en fin de journée, nos positions à l'est de Brabant-sur-Meuse, entre le bois de Haumont et Herbebois. Ils ont pris pied dans quelques éléments de tranchées avancées et poussé par endroits jusqu'aux tranchées de doublement. Nos contre-attaques les ont rejetés de ces dernières. Nous avons fait une cinquantaine de prisonniers.

A l'est de Seppois, deux attaques allemandes ont été repoussées ; activité de l'artillerie assez grande sur le front de Chapelotte-Ban-de-Sapt.

Un zeppelin a survolé Lunéville dans la soirée d'hier et a jeté quelques bombes qui n'ont causé que des dégâts matériels peu importants. Poursuivi par nos avions, il s'est dirigé sur Metz.

23 heures.

En Belgique, bombardement des tranchées ennemies à l'est de Boesinghe.

En Artois, la chute abondante de la neige a empêché toute activité offensive. En Champagne, nous avons effectué des tirs de destruction sur les ouvrages ennemis à l'ouest de Navarin.

Dans la région au nord de Verdun, après un violent bombardement sur les deux rives de la Meuse, les Allemands ont dirigé, au cours de la journée, une série d'actions d'infanterie extrêmement vives sur notre front entre Brabant-sur-Meuse et Herbebois. Toutes les attaques menées contre Brabant et Herbebois ont été repoussées. Entre ces deux points, et au prix de pertes considérables, l'ennemi a pu occuper le bois d'Haumont et le saillant que forme notre ligne au nord de Beaumont.

Au nord-ouest de Fromezey, nos tirs de barrage ont empêché une attaque en préparation de se déclencher.

Assez grande activité des deux artilleries dans la région du Ban-de-Sapt et à l'ouest d'Altkirch.

### Le zeppelin abattu à Brabant-le-Roi

On a lu dans le communiqué d'hier soir qu'un zeppelin, abattu par notre section d'autos-canon de Revigny, est tombé en flammes aux environs de Brabant-le-Roi. Le dirigeable a été complètement détruit et son équipage a péri tout entier. Nous recevons sur cet exploit les détails suivants :

C'est entre 8 h. 1/2 et 8 h. 3/4 du soir que nos postes d'écoute de première ligne signalaient hier qu'un zeppelin était en marche sur Sainte-Menehould vers le sud. Le dirigeable, qui faisait partie du parc aéronautique de l'armée du kronprinz, ayant franchi nos lignes de l'Argonne, venait de survoler Sainte-Menehould.

Le zeppelin avait toutes ses lumières éteintes et semblait voguer à 1.800 ou 2.000 mètres de hauteur. Il lutait contre le vent et avançait lentement.

Le dirigeable avait pris la direction de Revigny. Les autos-canon de cette station lui donnèrent aussitôt la chasse.

Dès qu'il est à bonne portée, la canonnade commence. Un obus à fusée éclate à l'arrière de la masse et l'illumine. Un autre obus passe plus au-dessus. Soudain, un obus incendiaire semble traverser le zeppelin et s'accrocher à son flanc droit. Le feu court bientôt tout le long du navire aérien et dessine la nacelle, le réseau et le corps du ballon. Une lueur rougeâtre s'élève lentement : l'embrasement est complet. Le dirigeable brûle sans aucun éclatement perceptible. Il descend peu à peu, illuminé par les morceaux d'enveloppe enflammés, qui se détachent successivement.

En touchant le sol, près de Brabant-le-Roi, petit village à 16 kilomètres de Bar-le-Duc et à 240 kilomètres de Paris, l'éclatement des bombes que portait le zeppelin se produit. L'explosion est formidable. De tous côtés, une foule énorme accourt à travers champs dans une boue épaisse. Sur les routes, des phares d'autos surgissent de toutes parts. On s'embrasse. La joie est générale.

Sur le sol, le zeppelin n'est plus qu'un

amas de débris informes, auxquels sont accrochés vingt à trente cadavres complètement nus. Seul un officier porte encore quelques loques de son uniforme. D'après les débris de l'appareil il a été possible d'établir que le dirigeable est le L-Z 77 (zeppelin de marine nouveau modèle).

A 15 kilomètres du premier zeppelin, un autre suivait, qui a assisté à la catastrophe de son compagnon. Il a fait aussitôt demi-tour.

### DÉRATISATION

Voici un ordre du jour émanant d'un colonel commandant une brigade sur le front :

Dans le but d'intéresser les hommes à la destruction des rongeurs, le général... a décidé qu'une prime de 0.05 serait allouée pour chaque rat détruit.

Le droit à la prime sera constaté par la présentation de la queue du rat.

Les commandants d'unité désigneront un gradé qui, après s'être fait présenter les queues, établira au nom de l'intéressé un certificat constatant ses droits à une ou plusieurs primes.

Les certificats serviront de base à l'établissement des états émargés et devront être remis à l'officier de détail en même temps que les feuilles de prêt.

Les primes seront payées aux sergents-majors qui ouvriront une comptabilité spéciale à cet usage.

Un gradé sera désigné pour faire incinérer devant lui les queues ayant servi à la constatation.

Les queues recueillies, avant d'être présentées, seront enveloppées dans un chiffon ou dans un papier imprégné de graisse.

La papeterie ne perd jamais ses droits.

### Le Comité interparlementaire franco-britannique

Le Comité interparlementaire franco-britannique a tenu sa première réunion hier matin, à Paris, sous la présidence de M. Clemenceau.

A l'ouverture de la séance, lord Bryce a pris le premier la parole :

« La bravoure et l'héroïsme de vos soldats et de vos marins nous ont remplis d'enthousiasme et émus, mais pas surpris, car cette bravoure est de tradition dans l'histoire de la France. Nous avons beaucoup admiré aussi l'altitude également héroïque de votre population civile et, si vous voulez bien nous permettre de le dire, nous avons admiré par-dessus tout l'héroïsme de vos femmes. Tout cela, nous le sentons vivement, mieux peut-être parce que, si nous exceptons quelque assassinat occasionnel dû à un raid de zeppelins, notre pays et notre population n'ont pas eu à partager les douleurs indescriptibles et les atrocités sans nombre que les envahisseurs ont fait subir, dans quelques-uns de vos districts à certains de vos vôtres, de même qu'il les avait fait subir au vaillant peuple de Belgique — de cette Belgique assaillie à l'improviste, sauvagement, sans qu'il y eût d'autre raison de cette attaque que le désir de l'enlèvement d'obtenir un avantage militaire en violant honteusement la loi des nations, en violant aussi sa propre parole. Un espoir confiant nous réjouit : c'est que pour la dernière fois que le sol sacré de votre pays peut être ainsi souillé et que, grâce à une victoire décisive, l'inviolabilité du territoire français sera garantie à jamais. »

Au nom des parlementaires français, M. Clemenceau souhaita la bienvenue aux parlementaires anglais :

« Nous nous reconnaissons pour nous voir, pour nous comprendre, pour nous trouver enfin capables de nous aimer. Les temps veulent de l'action, et civils et militaires, des deux côtés du détroit, sont à l'action. Ils y resteront même, quoi qu'il puisse arriver, jusqu'au bout. Jusqu'au bout ! vous entendez bien. Avec l'autorité qui lui appartient, lord Desart, hier, a prononcé cette parole définitive. C'est délibéré, c'est voulu, c'est juré. Nous donnons nos enfants, nous donnerons nos biens, tout, tout, et la cause magnifique de l'indépendance des peuples et de la dignité de l'homme porte en elle-même une telle récompense qu'en dépit des plus douloureux sacrifices nous ne nous plaindrons jamais qu'il ait fallu trop donner.

Voilà le grand secret public qui vous a fait franchir la mer pour arriver jusqu'à nous.

... Il est vrai, c'est à une œuvre de guerre qu'est échu le miracle d'un accord profond qui ne pourrait plus se rompre sans qu'il en résultât une catastrophe de civilisation. Nous n'avons pas voulu la guerre, ni les uns ni les autres, et nous la voulons tous deux maintenant, comme nos bous alliés ; et nous la voulons bien, et nous la voudrions aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour qu'une victoire totale, — totale, vous entendez, — nous paye et paye nos généreux fils de flots de sang tels qu'aucune terre de l'histoire n'en avait jamais eu.

... Je suis allé voir vos Tranchées, en leurs tranchées, où m'a conduit un de vos généraux les plus représentatifs, dont le noble père, ami bien cher des anciens jours, osa

plaider en 1871, dans Londres sourd, la cause de la France démembrée. Dans la forêt de Villers-Cotterets, son petit-fils George Cecil est glorieusement tombé à dix-huit ans, pour son pays et pour le nôtre. A lui, comme à ses frères d'armes, va le salut du peuple français.

Aux étroits couloirs de leurs tranchées, j'ai vu vos durs soldats, d'impassibilité narquoise, attendant, tout placides, la ruée de l'ennemi. C'est une visite qu'il vous appartient de nous rendre. Allez voir nos poilus. Allez, je vous en prie. Quel réconfort vous trouverez dans la simplicité de leur sourire ! Ils vous parleront de leurs boches, sujet intarissable de gaieté militaire. Il faut que vous les voyiez rira de leurs blessures, que vous les voyiez tomber avec ces mots : *Je suis content*. Croyez-moi, votre mission ne serait pas complète si vous n'emportiez à ceux qui seraient encore hésitants, je ne sais où, quelque chose d'une vision de grandeur que rien ne dépassera. Alors vous pourriez dire à l'Angleterre : *Nous avons vu*.

Et puis, au retour, vous traverserez encore une fois nos places publiques, où de grands bronzes, comme à vos squares, disent une histoire que nous voulons ennobler encore, mais dont, ni les uns ni les autres, nous n'avons rien à renier. Et puis, arrêtez-vous au pied du monument où, toute d'or, sur son cheval d'or, marche au combat la petite paysanne de France, qui fut, on ne sait comment, à elle seule, une armée, que dis-je, toutes les armées de la France à la fois. Parlez-lui, amis de ce jour et de tous les jours — si nous sommes dignes de notre destin. Parlez-lui. Elle vous entendra, et, au rebours de l'homme de pierre de la légende, elle vous fera le signe de tête qui sera le geste suprême de toute réconciliation. A cette heure, votre noble pèlerinage sera véridiquement achevé, et vous aurez de nous tout ce que vous êtes venus chercher.

Cœur à cœur, comme nos soldats côte à côte, nous vivrons le grand pacte d'union qu'aucun délire d'inimitié ne viendra plus déchirer, et vous aurez, et nous aurons avec vous accompli quelque chose que des esprits à courte vue jugeront peut-être médiocre, parce que toute pompe en est absente, mais qui marquera tout de même une étape d'humanité.

Je vous ai dit assez dans quels sentiments la visite dont vous nous honorez vous sera rendue. A Fontenoy, nos pères disaient aux vôtres : « *Messieurs les Anglais, tirez les premiers*. » Cette fois, vous êtes venus les premiers la main tendue. Messieurs les Anglais, cela ne sera pas oublié. »

Les délégués britanniques ont été reçus à deux heures, à la présidence de la Chambre, par M. Paul Deschanel. Des discours furent prononcés par M. Deschanel et par M. Stuart-Worthy, membre de la Chambre des Communes.

Plus de deux cents parlementaires français, appartenant à tous les groupes, parmi lesquels MM. Métin, ministre du Travail, et Millerand, ancien ministre de la Guerre, étaient présents à cette cérémonie, à l'issue de laquelle les membres de la délégation anglaise ont assisté au début de la séance de la Chambre.

Dans l'après-midi, le Comité s'est réuni de nouveau sous la présidence de M. Henry Franklin-Bouillon, assisté de lord Bryce et de M. P. P. O'Connor. Lord Desart a exposé l'état de la marine anglaise depuis le début de la guerre.

M. Chaumet a ensuite montré quelle a été l'action de la flotte française.

M. Guernier a étudié dans les détails le problème de la marine marchande.

La discussion s'est terminée par une communication de lord Balfour of Burleigh sur l'ensemble des questions maritimes.

La séance a été renvoyée à aujourd'hui pour l'étude de la situation financière des deux pays.

## A la Chambre

# LA LOI des bénéfices de guerre est votée

En l'honneur de la délégation parlementaire anglaise qui assiste à la séance dans la tribune présidentielle, la Chambre a siégé correctement et brièvement.

La Chambre adopte divers projets intéressant la Tunisie et le Maroc. Elle fixe en tête de l'ordre du jour de sa séance de vendredi la proposition de résolution de M. Mourier concernant la situation des hommes mis en sursis comme manœuvres et comme exerçant diverses professions utiles à l'arrière.

Et l'on poursuit la discussion du projet établissant une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant la guerre.

Les articles 12, 13 et 14 sont votés sans débat.

Mais l'article 15 ne passe pas sans tirage. Il concerne le mode de recouvrement des impositions sur les bénéfices de guerre. M. le marquis de Dion propose qu'un délai de cinq ans soit laissé aux industriels pour se libérer des impositions de 1914 qui sont dues à l'heure actuelle. C'est un amendement que M. Failliot avait déposé. M. de Dion le reprend.

M. Ribot demande que l'octroi de ce délai soit laissé à sa discrétion :

Il n'est pas possible, dit-il, de donner le droit aux contribuables de s'accorder à eux-mêmes un délai de cinq ans. Le projet prévoit que les industriels pourront bénéficier de délais atteignant au total une durée de huit mois.

J'ajoute que, dans les cas exceptionnels, le ministre des finances se réserve d'accorder à d'autres délais s'il y a lieu.

M. de Dion. — Le dernier décret sur le moratorium impose aux industriels travaillant pour la guerre de payer, dès le mois prochain, le quart des sommes qu'ils devaient avant la guerre.

S'ils doivent exécuter cette obligation et s'ils doivent, d'autre part, faire remise à l'Etat de moitié de leurs bénéfices, je me

demande comment ils arriveront à se libérer.

M. Klotz, président de la commission du budget. — La Chambre a introduit dans l'article 4 une disposition qui permet d'accorder des délais aux contribuables mobilisés ou non qui seront dans l'impossibilité de souscrire leurs déclarations.

Le marquis de Dion. — Je maintiens l'amendement.

Mais l'amendement mis aux voix est repoussé à mains levées.

La Chambre s'est rangée à l'avis de M. Ribot.

L'article 15 est voté. Mais une addition de M. Edouard Andrieu, acceptée par le gouvernement et la commission, est votée.

En voici le texte :

Tout assujéti qui, en employant des manœuvres frauduleuses pour se soustraire en totalité ou en partie à l'établissement de la taxe, aura, par l'emploi de l'une de ces manœuvres, dissimulé ou tenté de dissimuler ses bénéfices, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 500 francs. L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Cette addition formera un article 15 bis.

Les derniers articles sont adoptés à peu près sans débat. Mais des amendements additionnels sont présentés.

M. Merlin demande la mise en régie de toutes les industries de guerre.

La disjonction demandée par M. Ribot est prononcée par 336 voix contre 72. C'est un ajournement poli.

M. Tissier fait observer que les usines austro-boches ont été réquisitionnées, qu'elles rapportent des bénéfices qui sont mis sous séquestre et que, plus tard, les Austro-Boches les encaisseront. N'est-il pas logique que ces bénéfices aillent dans les caisses de l'Etat ?

M. Viviani s'y oppose.

— Cet argent, dit-il, est versé à la Caisse des Dépôts et Consignations. Nous pouvons attendre pour en fixer l'emploi.

M. Tissier insiste. Son amendement est renvoyé à la commission de législation fiscale.

M. Klotz, en un petit résumé précis, détermine alors les grandes lignes de la loi. Celle-ci sera en vigueur jusqu'à la fin du douzième mois qui suivra la cessation des hostilités. Elle s'applique à tous ceux qui ont fait acte de commerce, ainsi qu'aux intermédiaires et aux bailleurs de fonds. Elle ne distingue pas entre les fournisseurs ordinaires de la Guerre et les particuliers.

M. Ribot ajoute à son tour quelques mots pour déclarer que la loi sera appliquée dans les plus brefs délais, tout le monde étant d'accord sur l'équité des principes qui en constituent la base.

L'ensemble de la loi est voté par 470 voix contre une, autant dire à l'unanimité.

Sur un appel ému de M. Pasqual en faveur des prisonniers de guerre et des prisonniers civils emmenés en Allemagne, que le gouvernement semble oublier un peu trop, la séance est levée.

## Hors d'œuvre

### PROTECTIONNISTE

Des œuvres spéciales ont été organisées par les Anglais sur le front occidental pour améliorer le sort de Tommy (sort relativement enviable au point de vue purement matériel, si on le compare à celui de Chapuzot) et pour lui assurer le confort auquel lui donne droit la Constitution britannique.

C'est ainsi que dans les « foyers du soldat » installés par « The Soldiers Home », « Saint-Patrick Soldiers Club », « The Salvation Army » et autres institutions dégagées de tout esprit confessionnel, les combattants anglais sont toujours assurés de trouver une tasse de thé, une tranche de pudding ou de cake, un jeu de dames ou d'échecs, tout ce qui peut les délasser ou les restaurer, tout, sauf des boissons alcooliques.

Or, ces œuvres, jusqu'à présent, tenaient leurs libéralités à tous les soldats des nations alliées, quelle qu'en fût la nationalité. Les Français qui s'y présentaient étaient particulièrement bien reçus, choisis comme des hôtes très chers ; et ces habitudes d'hospitalité ne pouvaient que resserrer les liens de camaraderie entre soldats des nations amies et alliées.

Or, brusquement, les « Soldiers Clubs » viennent de recevoir l'ordre de ne plus accueillir les soldats français.

Pourquoi ?

Je vous le donne en mille.

Parce que l'Administration Française des Douanes et Contributions Indirectes s'est émue du préjudice que lui cause cet état de choses.

Il paraît que certaines denrées consommées dans les « Soldiers Clubs », notamment le thé et les gâteaux, entrent en franchise en France, non pas par suite de la générosité de la douane française, mais de par la bienveillance du gouvernement anglais.

Or, seuls, les Anglais ont le droit de boire ce thé et de manger ces gâteaux en franchise... Il serait scandaleux qu'un Français, sur son propre sol, pût se vanter d'avoir bu une tasse de thé et mangé une tranche de cake sans avoir acquitté les droits de douane.

Et puis, avec cinq sous par jour, le soldat français peut bien se payer des douceurs...

ZETTE

### Pour les chiffonniers

Les pouvoirs publics cherchent le moyen de témoigner leur sollicitude aux chiffonniers, à qui on va retirer le droit

de fouiller dans les poubelles à l'heure où Paris s'éveille.

Un de nos amis nous écrit du front pour nous suggérer une solution ingénieuse : ce serait d'envoyer les chiffonniers parisiens dans la zone arrière des armées procéder à leur cueillette.

Il paraît qu'il y a là une fortune rapide à faire pour un chiffonnier actif et intelligent.

Les objets les plus divers jonchent le sol : vieilles chemises, lainages, caleçons, vieux casques, vieux pantalons, vieux souliers, boîtes de singe, cartouches par centaines. Notre correspondant a même rencontré, au hasard de ses promenades dans un cantonnement, un brancard pliant en excellent état et une lanterne à acétylène en cuivre, toute neuve, valant 50 à 60 francs.

Au bout d'un mois passé dans la zone des armées, le chiffonnier qui aurait tenté cette petite spéculation pourrait monter à Paris un magasin de nouveautés, une cordonnerie et un bazar, sans avoir un sou à déboursier pour achat de marchandises.

### Le train n'aura plus de retard

Il y avait, le matin, un train de grande banlieue qui desservait La Ferté-Alais, Corbeil, et qui arrivait à la gare de Lyon vers 8 h. 30.

Ce train avait toujours un retard qui variait entre une demi-heure et une heure et demie. Les habitants de La Ferté-Alais se plaignaient au chef de gare et assaillaient de réclamations le P.L.M.

On étudia le moyen de donner satisfaction aux habitants de La Ferté-Alais ou, du moins, de faire cesser leurs plaintes.

Et on finit par trouver : on supprima le train.

Comme ce train était le seul qui, le matin, desservait la petite ville, les habitants de La Ferté-Alais, maintenant, peuvent venir à Paris à pied.

Mais le chef de gare est tranquille.

### La Brige est entêtée

M. B... a envoyé, le 25 août 1914, un mandat télégraphique à l'adresse d'un blessé hospitalisé à Troyes. Il a pris ce mandat au bureau des Batignolles et a payé la taxe de dix centimes qui donne droit à un accusé de réception.

Il a appris, par des renseignements personnels, que son mandat est arrivé. Mais, ayant payé deux sous, il veut en avoir pour ses deux sous, et il tient à son accusé de réception.

M. B... a fait des réclamations aux dates suivantes : 19 septembre 1914, 12 novembre 1914, 1<sup>er</sup> décembre 1914, 15 janvier 1915, 27 avril 1915, 3 novembre 1915.

Il sait pertinemment que son mandat a été payé au destinataire ; l'administration le sait aussi ; il sait que l'administration le sait ; l'administration sait qu'il sait qu'elle le sait...

Et, néanmoins, il s'obstine à vouloir obtenir une confirmation officielle que l'administration des P.T.T. s'obstine à ne pas vouloir lui délivrer.

Et ce petit jeu va durer jusqu'à la fin de la guerre.

### Trop de soins

On nous signale que, dans certains hôpitaux, lorsqu'un soldat blessé ou malade reçoit un mandat d'une certaine somme, l'administration remet 5 francs au destinataire et retient provisoirement le reste, jugeant dans sa sagesse qu'avec cent sous le poilu fera d'utiles dépenses, tandis qu'avec vingt francs il ferait certainement des bêtises.

Cette façon de préjuger des intentions et de la moralité du bénéficiaire d'un mandat est offensante et arbitraire.

Aucun texte n'autorise cette mesure prophylactique contre les bêtises que peut faire un poilu avec son argent, et ce ne sont pas les textes qui manquent pour permettre d'appliquer au poilu une sanction appropriée lorsque les bêtises sont taites.

### Questions

1<sup>o</sup> A la devanture d'un marchand d'estampes installé rue Drouot, on peut admirer deux « Vues du Tyrol ». Ces vues ne pourraient-elles pas être remises dans l'arrière-boutique, en attendant que le Tyrol soit devenu italien ?

2<sup>o</sup> Comment se fait-il que le *Tout-Paris* 1916 indique encore le baron Arthur Schickler comme propriétaire d'un hôtel particulier, 2, rue de l'Elysée, membre du Jockey-Club et de l'Automobile et abonné à l'Opéra ?... Voici quel temps déjà que cet Austro-Boche de marque a évacué son hôtel de la rue de l'Elysée... et pour cause.

3<sup>o</sup> Que sont devenus les chevaux de course de Herr Bodendorfer, de Herr Riese, de Herr Junk, de Herr Georg Ehlers et de tous les propriétaires boches qui faisaient l'ornement de nos hippodromes avant la mobilisation ? Iront-ils courir à Saint-Sébastien, dernier refuge et suprême pensée du monde hippique ?

Et, en attendant, quel séquestre leur dispense l'avoine et leur prodigue le foin dans les centres d'entraînements de Maisons-Laffitte et de Chantilly ?

# Les Martyrs d'Alsace

## COMMENT ILS SE BATTENT EN FRANCE ET EN RUSSIE

Quelque temps avant la guerre, après un voyage d'étude en Alsace, j'attendais en gare de Strasbourg le train qui devait me ramener vers la France. C'était un dimanche soir. Les permissionnaires étaient nombreux ; ils allaient et venaient dans le hall, devisaient joyeusement, et paraissaient si français de visage et de cœur que leur uniforme allemand me donnait l'impression d'un déguisement. Je les écoutais parler. Ils usaient de l'étrange patois strasbourgeois ou les mots français abondaient, qui sonnaient gaïement sur leurs lèvres rieuses. Un ami m'accompagnait, vaillant luttant qui, depuis des années, bataillait en Alsace pour le maintien de l'idée française, et que les Allemands arrêtaient lors de la déclaration de guerre. — « Comme ils sont jeunes et gais, disais-je à mon ami, et comme ils ressemblent aux autres petits soldats à képis rouges qui manœuvrent à deux heures d'ici ! En vérité, je ne vois pas de différence. Aucune raideur chez eux, pas de brutalité, pas d'automatisme, mais de la gaieté et de la nuance. » — « Hélas ! oui ; vous avez raison. Conscience ou non, tous ces jeunes hommes sont français... » — « Hélas ! »

Hélas ! pour être français de cœur, les pauvres enfants n'en étaient pas moins soldats allemands. Et je songeais : « Que la guerre éclate demain, et ils devront marcher contre leurs frères qui sont au-delà d'Avricourt ! L'effroyable drame ! Pourront-ils supporter l'épreuve ? Nous ne saurons jamais, au cours d'une bataille, nous, soldats de la République, que nous tirons sur des Alsaciens... ; mais eux sauront toujours qu'ils tirent sur nous. Affublés de l'uniforme détesté, sous le casque à pointe honni, il leur faudra tuer ceux qui les viennent délivrer, tirer sur ces Français gais et libres comme eux, en la venue desquels, depuis quarante-quatre années, toute l'Alsace espère. »

Le crime fut consommé. Les « Wackes », les voyous d'Alsace, dont le lieutenant Forstner, du 90<sup>e</sup> d'infanterie, de Saverne, estimait la peau à si bas prix avant la guerre, furent lancés contre les troupes de couverture françaises. Il fallait bien marcher. On pouvait s'efforcer de tirer tir haut, on pouvait espérer se rendre à l'occasion ; mais c'était une tristesse sans bornes pour tous ces jeunes hommes que d'aller à la boucherie afin d'aider leurs boureaux à attaquer leur patrie d'élection ; c'était un destin trop amer que de périr sous les coups de ceux qu'ils aimaient.

Plus d'une fois, en Argonne ou sur les Hauts-de-Meuse, ma main a tremblé au souvenir des petits Français déguisés en soldats du kaiser que j'avais entendus rire sous le hall de la gare de Strasbourg ; plus d'une fois, tout en vivant, avant de presser la gâchette, j'ai fait ce vœu de tout mon cœur ardent : « Pourvu que ce n'en soit pas un ! »

Eux pensaient comme moi. Je m'en rends mieux compte encore aujourd'hui.

De sorte, à autre, nous avons communication de lettres écrites par des soldats alsaciens incorporés dans des régiments allemands. Toutes nous peignent les souffrances matérielles et morales qu'ils endurent. On les traite en parias, on les expose le plus qu'on peut.

Un annexé écrivait à des parents des environs de Mulhouse : « J'ai été incorporé l'année dernière en août. Dès que je fus jugé suffisamment instruit, je fus envoyé en Belgique. En octobre, nous fûmes encore vigoureusement exercés. Puis on nous dit que nous irions dans l'armée d'occupation d'Anvers... »

Les Allemands se plaisaient, en effet, à faire croire aux Alsaciens qu'on ne les emploierait pas contre les Français. Ils comptaient ainsi les empêcher de désertir avant l'arrivée sur la ligne de feu. Et notre soldat ajoute : « ... En effet, nous partimes bientôt, non pour Anvers, mais dans les tranchées aux environs d'Ypres. Ce que nous y avons fait, ce que nous y avons enduré, je ne saurais le décrire. Bien souvent j'ai souhaité qu'il y eût une balle pour moi ; mais j'ai toujours eu de la chance ; je n'ai jamais été atteint, tandis qu'autour de moi, à droite, à gauche, devant, derrière, tombaient mes camarades. »

« Je restai là jusqu'en mars. Alors vint un ordre de faire partir tous les Alsaciens. On nous rassembla et nous fûmes conduits à l'arrière ; aucun de nous ne savait ce que nous allions devenir. Nous étions environ 200 du régiment que l'on dirigea sur Hambourg. Là nous apprimes ce que l'on voulait faire de nous. Un capitaine nous tint un discours et nous dit : « Les Alsaciens ont tous des « sentiments français, ce sont des déserteurs et ils seront envoyés en Russie. » Il nous dit encore que nous étions tous des chiens galeux, de misérables reptiles, que nous n'étions pas dignes de mourir dans les tranchées de la mort des héros et que nous devrions être fusillés ici, sur place. »

« Tu peux t'imaginer l'effet que cela nous a produit. Nous n'avions pas d'armes, sans cela le monsieur aurait pu passer un mauvais quart d'heure. Nous restâmes huit jours à Hambourg ; nous n'étions qu'à demi nourris et avec cela

brimés et exercés à en devenir fous. Puis nous fûmes incorporés dans de nouveaux régiments et dirigés sur la Russie. »

« On nous envoya à pied sur le front de Suwalki ; là ce fut encore bien pire qu'en Belgique. Aucun repos ni le jour ni la nuit ; le jour on se battait ; la nuit on marchait ; nous ne savions plus si nous avançons, si nous reculons, si nous allions vers la droite ou vers la gauche ; nous étions mangés de vermine, puces et poux. Souvent on restait de longs jours sans pouvoir se laver ; quant à changer de linge, personne n'y songeait. Du 16 mars jusqu'à la fin de mai, j'ai gardé la même chemise. Tu ne vois pas en quel état elle était ; c'était un haillon pourri que je portais sur le corps. Mais le pire de tout était la faim. Souvent pendant deux ou trois jours, nous n'avions rien à manger. Une fois, pendant neuf jours, nous ne fûmes nourris que de thé et de pain de munition... A la fin, ma délivrance arriva. J'étais aux avant-postes et je fus blessé à la « voirine... »

Nous verrons demain comment d'autres moins heureux sont morts d'une façon si belle, si touchante, que les larmes nous en montent involontairement aux yeux.

André Faure

Nous commencerons demain la publication d'un nouveau roman inédit de Jean Drault :

## LES MYSTÈRES DE CORNEVILLE

### L'Espion malgré lui

## Ménagez l'argent de l'Etat

L'administration militaire semble s'ingénier à bouleverser certaines idées que le commun des mortels a pris l'habitude d'ériger en principes. C'est ainsi que, depuis l'invention de la géométrie, c'est-à-dire depuis presque toujours, on considère que la ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre. La même nous estimons, d'accord avec les Anglais qui ont fait de cette vérité un proverbe, que le temps c'est de l'argent.

Eh bien, pour l'Intendance, ce sont des idées fausses ou, du moins, celles-ci semblent le croire puisqu'elle procède en conséquence.

Il y a quelques jours, le centre de Lubersac, dans la Corrèze, réunissait une soixantaine de bovidés destinés au parc d'Uzerche. La distance de Lubersac à Uzerche est de 18 kilomètres, par une route excellente. Une petite promenade pedestre aurait donc été, pour ces bons ruminants, peu fatigante et même hygiénique. Tel ne fut pas l'avis du fonctionnaire de l'Intendance qui siège à Tulle. Sur son ordre les bestiaux furent embarqués en gare de Lubersac et transportés à Uzerche par la voie ferrée. De la sorte, ils ont parcouru 70 kilomètres et mis trois jours pour accomplir ce voyage, alors que, sans se presser, ils auraient fait avec leurs jambes le trajet en trois heures.

## LES MAIRES ANGLAIS à M. Poincaré

Londres, 21 février. — Voici le texte de l'adresse en latin, suivie des signatures des maires des principales villes du Royaume-Uni, qui doit être remise au président de la République française :

Excellence,

« Nous, lords-maires, lords-prévôts, maires et prévôts du Royaume-Uni, parlant au nom des citoyens que nous représentons, désirons présenter, par votre intermédiaire, notre hommage et notre respectueuse gratitude à notre brave allié, la nation française. Dans toutes les Iles-Britanniques, ce peuple n'a dans son cœur qu'un sentiment pour elle, le sentiment d'une sympathie profonde pour ses souffrances méritées et de son admiration sans limites pour sa vaillance sur les champs de bataille. Côté à côté avec les Français, nos combattants jusqu'à la fin de cette guerre conquête d'une paix durable et conforme au droit. Et notre ferme espoir, notre ardent prière est que la concorde entre nos deux grandes nations, fondée sur des sacrifices communs et cimentée par le sang de milliers des hommes les plus braves et les meilleurs des deux nations, puisse continuer aussi longtemps que le monde vitra. »

L'adresse est décorée des écussons des pays de l'Entente en or et en argent ; elle porte, en tête, les lettres « R.F. » en bleu et or et, au bas, les écussons de la Cité de Londres et de la Ville de Paris.

Formant un volume, suivent les signatures des maires de presque toutes les villes du Royaume-Uni, accompagnées de sceaux originaux des villes et bourgs.

C'est la première fois qu'une adresse de cette nature est présentée à un chef d'Etat étranger.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

# DERNIÈRES NOUVELLES

2<sup>me</sup> Édition

## DÉCLARATIONS DE M. SAZONOFF

### Le ministre russe proclame l'inébranlable résolution de la Russie et l'intime union de tous les Alliés

Pétrograd, 22 février. — M. Sazonoff, ministre des affaires étrangères, a prononcé le discours suivant à la Douma :

« Avec l'approbation de l'empereur, je viens aujourd'hui, pour la quatrième fois depuis la guerre, vous présenter le tableau d'ensemble de la situation politique.

#### Le crime de l'Allemagne

« La lutte continue, lutte telle qu'il n'en fut jamais, lutte mondiale ; moins que jamais, il est possible d'en prévoir la fin, mais je peux déclarer que, comme par le passé, le gouvernement impérial reste inébranlable dans la résolution de continuer la lutte pour vaincre l'ennemi : c'était et c'est la résolution du peuple russe, comme celle de nos fidèles alliés.

« Cette guerre est le plus grand crime de lèse-humanité, ceux qui l'ont provoquée portent une lourde responsabilité et, à l'heure présente, ils sont suffisamment démasqués. Nous savons que à déchaîné les maux innombrables dont l'Europe souffre maintenant. Il serait bien inutile de revenir sur cette question, si, en Allemagne, les hommes d'Etat et la presse ne s'obstinaient à en renvoyer la responsabilité à nous et à nos alliés ; mais, du reste, cette obstination s'explique surtout par la nécessité, pour le gouvernement allemand, de chercher à se justifier auprès de l'opinion publique de son propre pays, car on commence à comprendre, là-bas, que le peuple allemand a été dupe de ceux qui, mal informés par des diplomates incapables, ont cru l'heure venue de réaliser les rêves de rapine longtemps caressés. A mesure que les vœux s'ouvrent, le mécontentement croît et déjà il commence à s'exprimer.

« Nous, au contraire, comme nos alliés, nous avons été entraînés dans cette guerre pour défendre les plus sacrés de nos droits ; nous l'avons vue devant nous fatale et inévitable ; voilà pourquoi nous conservons notre sérénité malgré les sacrifices et les privations qui nous sont imposés.

#### L'union étroite et effective

« Le gage de succès est l'étroite union des Alliés, la complète coordination de leurs efforts. Elle était difficile à réaliser, cette coordination, à cause de la distance séparant la Russie de ses alliés occidentaux ; pourtant, toutes les mesures sont prises pour y arriver. Nos représentants, qui ont reçu les pouvoirs nécessaires, prennent une part active à la discussion de toutes les questions débattues par les Alliés dans les conférences qui ont lieu en France et en Angleterre. Outre ces conférences politiques ou militaires, les Alliés ont voulu réunir leurs représentants pour discuter les mesures à prendre pour assurer leur union dans le domaine économique. L'importance du problème est évidente. En effet, si l'union est indispensable aux Alliés pour assurer le succès en temps de guerre, non moins nécessaire est cette union pour garantir, quand la paix revendra, leur avenir à tous.

« Quand on a affaire à un ennemi comme l'Allemagne qui, pendant de longues années, sous le couvert d'une amitié traditionnelle, s'est efforcée d'endormir l'attention de ses voisins, alors qu'elle agissait en même temps contre eux son épée, il est bon de penser en temps utile aux moyens de prévenir la répétition d'événements qui se sont déroulés avec tant de rapidité, il y a un an et demi.

« Le gouvernement allemand ressemble, vis-à-vis de son peuple, à ces généraux qui, avant l'attaque, pour les rendre plus impétueux, enivrent leurs soldats ; lui, pour exciter l'ardeur guerrière des masses, s'efforce de leur faire croire que ses adversaires veulent le complet anéantissement du peuple allemand.

#### Les appétits rapaces du prussianisme

« Les Alliés demandent pour eux le droit de se développer dans la paix et dans la liberté, d'attendre pas aux droits légitimes des autres nations et à leurs instincts de conservation, exigent seulement qu'on mette fin à l'égoïsme impitoyable et aux appétits rapaces — ses traits distinctifs — du prussianisme, qui n'a pas toujours eu des sympathies de l'Allemagne elle-même ; ce prussianisme doit être, une fois pour toutes, réduit à l'impuissance ; s'il en était autrement, tous les sacrifices des Alliés seraient vains. Nous voyons clairement, ainsi que nos alliés, le but que nous devons atteindre ; aussi, comme eux, nous devons sans faiblir la vote que nous nous sommes tracé. Cette union, nous l'avons obtenue complète sans qu'aucun de nos alliés n'ait à sacrifier une partie de son indépendance et de sa personnalité. Ce n'est pas comme chez nos ennemis ; là, les alliés deviennent des vassaux. Il est difficile, en effet, de parler encore de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Bulgarie, comme Etats indépendants, les mains allemandes, terrées, y ayant accaparé le pouvoir dans l'armée et toutes les branches de l'administration.

#### France et Angleterre

« L'habitude d'une étroite collaboration avec notre alliée la France a permis aux deux pays d'organiser facilement et rapidement toutes leurs ressources, de les mettre en commun. Depuis le jour où notre alliance a reçu le baptême du feu, je suis heureux d'exprimer notre admiration sincère devant l'énergie et le talent que le peuple français a déployés pour préparer la victoire ; les services rendus par la France dans ce domaine, et qui peuvent échapper souvent à une observation superficielle, ne sont pas moins grands que les brillants succès de sa cause commune rend indissolubles les liens unissant les deux pays.

« Je suis heureux de remarquer encore une fois que les malentendus de jadis qui ont longtemps plané sur nos relations avec l'Angleterre, sont définitivement dissipés et ont disparu dès qu'ils ont été considérés de près d'un regard clair, comme disparaissent les visions nocturnes aux premières lueurs du jour. En ce moment de danger pour tous, notre collaboration de travail en commun hâtera encore ce revirement et établira solidement, je l'espère, les fondements sur lesquels se développeront nos bonnes relations.

« Messieurs les députés, ceux d'entre vous qui bientôt visiteront nos alliés verront de leurs yeux tout ce qui a été fait par eux et leurs glorieux soldats sur terre et sur mer, transmettez-leur personnellement, à cette occasion, les chaleureux saluts du peuple russe.

#### Pas à pas, les troupes italiennes...

« Ayant à surmonter les difficultés de la guerre de montagne, les troupes italiennes, pas à pas, refoulent les Autrichiens des régions dont depuis longtemps les populations rêvent le retour à la patrie italienne.

« Sur les rives balkaniques de l'Adriatique, les Italiens, de concert avec les Alliés, combattent l'ennemi commun. Nous saluons la fraternité d'armes établie entre nous et l'Italie.

#### Les bruits absurdes de paix séparée

« Dernièrement nos alliés du Japon et l'Italie se sont joints à nous et le traité établissant la ferme intention des cinq puissances de ne conclure la paix qu'en commun a été signé à Londres le 30 novembre 1915. On peut donc croire que dorénavant les bruits absurdes de paix séparée qui reviennent continuellement sont démentis une fois pour toutes, car les puissances qui ont signé ce traité ne considèrent pas une obligation internationale comme un chiffon de papier, ne les engageant à rien.

#### Tristes nouvelles des pays occupés

« De tristes nouvelles parviennent des territoires occupés temporairement par l'ennemi. Voyez ce qui se passe en Pologne, cette nation sœur de la nôtre, dans l'héroïque Belgique, dans la Serbie tant éprouvée. Là, partout, règne la terreur implacable, la ruine, la famine, la misère. Il suffit de rappeler un seul exemple, le monstrueux assassinat de Miss Cavell, pour apprécier la vie sous la domination allemande dans les contrées sur lesquelles l'Allemagne laisse peser son poing de fer. Aux malheureuses victimes languissant sous les durs épreuves nous pouvons seulement, en attendant, dire : « Courage, l'heure de la délivrance sonnera. » Comme une ironie cruelle éclaire les bouanges que les Allemands se décernent pour les biens dont ils auraient comblé les populations des régions qu'ils occupent.

#### Le piège à la Pologne

« La presse allemande est particulièrement fière de la fondation à Varsovie d'une université polonaise. C'est un piège sur lequel on a compté pour gagner la confiance de la Pologne ruinée par les Allemands, mais l'entrepris est condamnée d'avance à l'insuccès.

« Dès le commencement de la guerre, la Russie a inscrit sur son drapeau la réunion des tronçons de la Pologne démembrée ; ce but assigné par le souverain, notifié par le commandant en chef des armées, tient à cœur à la société russe ; il a rencontré l'approbation de nos alliés ; ce but est invariablement le nôtre, maintenant comme naguère. Or, comment l'Allemagne envisage-t-elle ces aspirations sacrées de tout le peuple polonais ?

« Dès qu'elle et l'Autriche-Hongrie ont réussi à entrer en Pologne, elles se sont empressées de partager entre elles cette partie des terres polonaises jusque-là indivises ; c'est pour calmer l'impression ressentie par ce nouvel attentat contre la réalisation des ambitions polonaises, qu'elles ont cru devoir aller au-devant de quelques désirs secondaires de la population polonaise.

« Voilà pourquoi l'Université polonaise a été fondée, mais il ne faut pas oublier que l'autonomie de la Pologne proclamée ici du haut de cette tribune sur l'ordre de l'empereur, par le chef du gouvernement impérial, comporte des écoles nationales polonaises à tous les degrés de l'enseignement, l'université comprise ; on ne peut donc guère attendre que, contre le plat de lentilles qu'offrent les Allemands, le peuple polonais renonce à ses aspirations sacrées, ferme les yeux sur le nouvel asservissement préparé par l'Allemagne, oublie ses frères de Pologne où, sous le pouvoir des hakatistes, pour complaire aux colons allemands, tout élément polonais est obstinément détruit. On parle des intentions qu'aurait l'Allemagne, en échange des nouvelles promesses de concessions imaginaires, de lever dans les territoires occupés quelques centaines de mille Polonais, afin de les envoyer comme chair à canon se faire tuer pour le triomphe du germanisme »

#### Les neutres.

M. Sazonoff, parlant d'abord de la Suède, affirme l'amitié que la Russie a pour elle, mais se plaint des préjugés et des influences qui égarent encore un grand nombre de Suédois.

Au sujet de la Roumanie, il assure que les puissances de l'Entente s'accrochent de sa neutralité, persuadées qu'elles sont que l'heure venue « la Roumanie ne trahira pas ses propres intérêts et saura réaliser l'unité nationale au prix de son propre sang ».

## Les Italiens conquièrent le Collo

Communiqué italien

Rome, 22 février. — Dans la vallée de Sogana, par une action offensive méthodique, nos troupes ont conquis la zone montagneuse du Collo entre les torrents de Larganza et du Ceggio ; l'attaque avait commencé à l'aube du 9 février.

Au milieu d'un brouillard et environnés de neiges épaisses, nos détachements d'infanterie alpins et de volontaires éclairés ont atteint le sommet du Collo et les hauteurs voisines d'où ils ont chassé les groupes ennemis qui les occupaient. Des positions de Frawort, du Monte Cola et du Conelle, l'artillerie ennemie a ouvert un feu violent mais elle a été contrebattue efficacement par notre artillerie.

Les contre-attaques successives des Autrichiens appuyées par le feu de l'artillerie ont toutes été repoussées.

Dans la nuit du 19 février, par un nouveau bond, nos troupes ont étendu encore leur occupation à l'ouest, vers Sella di monte Cola.

Les nouvelles positions, sont désormais solidement renforcées ; elles protègent le bassin du Bongo et le pays de Torcegno, Ronchi et Roncegno sont occupés par nous.

## Le voyage du général Sarrail

Ambiguïtés officieuses

Athènes, 21 février. — La visite du général Sarrail est abondamment et diversement commentée dans tous les milieux. La note optimiste domine en ce sens que, de toute façon, cette visite dissipera et expliquera les malentendus que l'action militaire des Alliés avait créés à Salonique.

Dans les couloirs du Parlement, les conversations à ce sujet sont très animées ; là aussi domine l'hypothèse que cette visite a été préparée pour dissiper les malentendus passés et pour éviter des difficultés dans l'avenir.

Rien n'a encore transpiré de la conversation entre le roi et le général Sarrail.

L'accueil fait par la population au général, le langage des journaux exprimant l'espoir et le désir que tous les malentendus disparaissent, dénotent suffisamment que les sentiments sympathiques de la population n'ont pas changé.

Le général Sarrail est parti à sept heures.

#### Le roi est enchanté

New-York, 22 février. — On mande d'Athènes à l'Associated Press que l'entretien du général Sarrail avec le roi a duré une heure. Le roi a dit au correspondant de l'Associated Press qu'il était enchanté du résultat de cette entrevue, laquelle était un premier pas en vue de faire disparaître les différends entre la Grèce et l'Entente et d'atténuer les causes de friction. Le roi a ajouté avoir déclaré au général Sarrail, comme précédemment à lord Kitchener et à M. Denys Cochin, que les puissances de l'Entente ne devaient craindre à aucun moment une action hostile de l'armée grecque.

#### Fausse nouvelle allemande

Genève, 22 février. — Tous les journaux allemands ont annoncé hier, sur la foi de l'agence Wolff, que les Alliés avaient envoyé un ultimatum à la Grèce exigeant la remise des chemins de fer et des stations télégraphiques de Thessalie et de Morée. L'agence Wolff est obligée de démentir aujourd'hui cette information.

## Le tsar, à la Douma, est accueilli avec enthousiasme

Pétrograd, 22 février. — Cet après-midi, le tsar est arrivé à la Douma, accompagné par le grand-duc Michel Alexandrovitch, le ministre de la cour et sa suite.

Nicolas II a été reçu à l'entrée par le président de la Douma, le bureau et tous les députés, qui ont acclamé l'empereur de leurs hourrahs enthousiastes.

Le tsar s'est entretenu avec les ambassadeurs des pays alliés, puis il s'est rendu dans la salle des séances, où les hourrahs et l'hymne national ont éclaté de nouveau.

L'empereur, avant de se retirer, a apposé sa signature sur le livre d'or de la Douma ; il est sorti acclamé.

## Les émeutes de Berlin

Sous la forme d'interview ou communication verbale familière, M. Lewald, directeur au ministère impérial de l'intérieur à Berlin, a transmis à l'agence Wolff, pour la diffusion en Amérique, ses renseignements sur les émeutes et désordres publics dont on a parlé à maintes reprises depuis trois mois.

Il les répartit en deux catégories : manifestations à Berlin en faveur de la paix et désordres publics ayant pour cause la pénurie du beurre.

Les faits du premier groupe se sont produits les 21 et 30 novembre et le 9 décembre ; ce furent des manifestations, l'une de trente femmes, l'autre d'un millier de personnes ; la troisième d'une série de petits groupes. Toutes trois ont pris fin sur simple invitation de la police.

Les faits du second groupe ont eu un peu plus d'importance, sans être de véritables émeutes. A Chemnitz, il fallut les pompiers et le jet des pompes pour disperser les manifestants. Mais, ni là, ni ailleurs, il n'y a eu une seule personne de tuée, ni un plus qu'un seul soldat d'appelé pour soutenir la police.

Ainsi s'exprime M. Lewald, informateur tout désigné par sa fonction officielle pour diminuer l'importance des faits. Il est vrai que sa tâche a été fortement simplifiée par les ridicules exagérations que l'on connaît : cavalerie, infanterie, mitrailleuses, messagers. Au lieu d'offrir à notre public des mensonges qu'il ne demande pas, si l'on s'était contenté de signaler simplement les symptômes d'un mécontentement naissant, M. Lewald n'aurait pas le démenti si facile.

## La Grèce convoque ses mobilisables

Athènes, 22 février. — Les consuls de Grèce en Allemagne font appel à tous les sujets grecs en âge de servir. Ceux-ci doivent se présenter dans les vingt-quatre heures. Une amnistie est accordée à tous les déserteurs au-dessous de 40 ans qui se présenteront.

Les hommes âgés de plus de 40 ans pourront être libérés moyennant une redevance de 400 drachmes.

Les conscrits ne seront pas appelés directement sous les armes.

#### COMMUNIQUE ANGLAIS

Front britannique occidental

Londres, 22 février, 21 heures. — Notre artillerie a bombardé aujourd'hui les tranchées ennemies à l'est de Maricourt et aux environs d'Ovillers.

L'artillerie ennemie a bombardé nos tranchées au sud-ouest de Fricourt.

La nuit dernière, l'ennemi a fait sauter une mine à l'est de Givenchy. Nous n'avons eu aucune perte.

Ce matin, nous avons fait exploser une mine près de la redoute Hohenzollern ; nos troupes ont occupé le premier sommet du cratère. Les mortiers de tranchées, des deux côtés, ont été actifs aujourd'hui à la fosse 8.

Poperinghe a été bombardé la nuit dernière. Notre artillerie a bombardé aujourd'hui les tranchées ennemies entre Ypres et le canal de Commines. L'artillerie ennemie a bombardé les positions de nos batteries au sud-ouest d'Ypres. L'ennemi a fait usage de beaucoup d'obus lacrymogènes. L'ennemi établit un barrage au sud de l'étang de Zillebeke. Nos tranchées, entre la route de Bilken et le canal de l'Yser, ont été fortement bombardées ce matin et cet après-midi et ont souffert considérablement. Le pont sur le canal de l'Yser, à mille yards au sud d'Ypres et du chemin de fer de Thourout, a été rompu par le feu de l'artillerie.

Ce matin, de bonne heure, un aéroplane ennemi a jeté trois bombes sur Dunkerque ; trois civils ont été tués.

#### MINISTRES FRANÇAIS A LONDRES

Londres, 22 février. — MM. Sembat et Painlevé, ministres français, ainsi que plusieurs personnalités politiques, sont arrivés à Londres hier soir. M. Painlevé a rendu visite à lord Kitchener.

## L'ÉTAT D'ESPRIT EN GRÈCE

#### Qu'en faut-il penser ?

La visite du général Sarrail au roi Constantin, suivant à quelques jours de distance l'inspection détaillée de nos travaux de défense autour de Salonique par les généraux Moschopoulos et Sophoulis, commandants en chef des deux armées grecques de Macédoine, a certainement plus fait pour la cause de la Quadruple-Entente en Grèce que des semaines de palabres diplomatiques.

On aurait tort, évidemment, d'attendre de cette entrevue, non plus que de celle que le général anglais Mahon va prochainement avoir à son tour avec le roi Constantin, des résultats immédiats et tangibles. Je n'ai pas attendu les événements pour affirmer ici même que la Grèce ne sortirait de sa neutralité que dans le cas d'une entrée des Bulgares ou des Turcs sur son territoire. Or, ce qui était vrai il y a deux mois l'est encore plus aujourd'hui que les Turcs ne peuvent plus songer à autre chose qu'à défendre leurs possessions asiatiques et que les Bulgares s'inquiètent de plus en plus de la menace roumaine.

Mais les derniers doutes doivent aussi disparaître sur la possibilité d'une action de la Grèce contre nous. Les manifestations oratoires de certains députés, désireux de rendre aux yeux de leurs banquiers allemands les faveurs dont ils avaient été l'objet, n'ont pas plus d'importance que les attaques de la presse germanophile d'Athènes et ne reflètent pas davantage l'opinion de l'immense majorité du pays. Lorsque M. Vénizelos affirmait il y a quinze jours, que le nombre des amis de l'Entente et des partisans d'une action contre la Bulgarie n'avait fait que s'accroître en Grèce depuis quatre mois, il énonçait une vérité dont l'évidence nous est démontrée par l'attitude de l'armée — vis-à-vis de nous et vis-à-vis de nos ennemis — depuis l'apparition des Germano-Bulgares au seuil de la Macédoine.

Le seul résultat de la propagande effrénée des organes germanophiles a été de convaincre une certaine partie de l'opinion, non pas de la nécessité de ne jamais faire la guerre à nos côtés, mais de la sagesse du roi Constantin refusant de faire cette guerre, dans des conditions qui, selon lui, rendaient probables une défaite et la ruine du pays. Du jour où la victoire apparaissait certaine, le seul argument contre la guerre disparaissait. Là est, en fait, le différend fondamental entre les vénizélistes et le roi. Les premiers estiment que la victoire des Serbes unis aux Grecs et soutenus par les Alliés ne faisait aucun doute, si la Grèce était entrée en action au mois d'octobre, et les seconds sont persuadés qu'une défaite était inévitable. Sur l'impossibilité d'éviter un conflit avec la Bulgarie, tôt ou tard, tous sont d'accord.

Du jour où la preuve sera faite que la coalition germano-bulgare est impuissante contre nous, qu'elle s'est perdue par ses victoires mêmes, la neutralité grecque sera bien près de prendre fin. Un second échec comme celui d'Erzeroum, l'abandon de tous les projets d'offensive contre Salonique et l'arrivée des troupes serbes en Macédoine, et nous verrons les événements se précipiter en Grèce. Il a déjà suffi, pour arrêter les Germano-Bulgares, que l'armée grecque risquât de se trouver sur leur passage. Il suffira, pour que cette armée aille au-devant d'eux, côte à côte avec nous, d'une offensive heureuse de notre armée d'Orient... ou que la Roumanie fasse enfin le geste attendu.

Car toute la Grèce est certaine que Bucarest ne va jouer qu'à coup sûr.

Henri Pozzi

## L'« OEuvre » militaire

## Le Droit aux réclamations

LE MINISTRE L'AFFIRME A NOUVEAU

Le ministre de la guerre vient d'adresser aux commandants de région une nouvelle circulaire. Elle a trait particulièrement aux réclamations. Elle met cette question au point, une fois pour toutes. Chacun l'accueillera avec satisfaction, car elle est une preuve de la sollicitude que le général Gallieni porte à tous les militaires, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent, aux plus humbles comme aux plus hauts.

Le ministre stipule que tout militaire a le droit d'attirer l'attention de ses chefs sur sa situation personnelle, qu'il peut même recourir, du moment qu'il emprunte le mode réglementaire, c'est-à-dire la voie hiérarchique, jusqu'au ministre lui-même. Il ordonne que toute demande reçoive une réponse dans le délai d'un mois, que toute réclamation, ou toute demande transformée en réclamation, soit transmise à l'autorité destinataire ; il affirme à nouveau qu'aucune autorité intermédiaire ne peut refuser de la transmettre et que toute obstruction constitue un abus de pouvoir. Le principe de la punition est maintenu dans le cas où une réclamation viserait un objet ou emprunterait une forme contraires à la discipline ; mais, comme le prescrivaient déjà les règlements anciens, seule l'autorité destinataire est juge de l'opportunité d'infliger cette punition. Le ministre de la guerre le rappelle en termes formels.

Encore une fois, chacun saura gré au général Gallieni d'avoir, de sa voix autorisée, confirmé ces principes. Ce geste donne au pays une preuve nouvelle de son esprit de justice, d'équité et d'impartialité. La France, qui lui a confié ses fils, ne saurait avoir de meilleure garantie.

#### Mortimer-Mégret

P. S. — Dans le cas où l'aéronautique militaire jugerait que des avions peuvent lui être de quelque utilité, signalez-lui qu'il en est deux de disponibles ; elle n'aura que la peine de les aller chercher. Voici deux mois qu'ils pourrissent en gare de Marseille-Arene, où leurs propriétaires, des gens évidemment distraits, les ont oubliés depuis le 21 décembre. Les wagons où sommeillent ces embusqués portent les numéros 3.114 et 23.361. — M.-M.

## RÉPONSES

Madame Castel. — Il doit avoir un titre, mais dans certains corps, les titres ne sont remis que plusieurs mois après la citation.

E. N. 13. — Pas de tour de départ spécial.

Senyer 17-3. — Vous rentrez dans le cas des pères de quatre enfants, en vertu de la loi du 21 mars 1905, et pouvez en réclamer les prérogatives.

10-609. — Le droit à l'allocation est examiné par les commissions. Que votre femme fasse la demande.

S. G. 407. — Non. Les deux permissions se confondent.

## LA CRISE DU PAPIER

Réunion de la commission du Groupement des intérêts économiques de la presse française

La deuxième réunion de la commission du Groupement des intérêts économiques de la presse française a eu lieu, hier matin, sous la présidence de M. Renaudel (l'Humanité).

Après avoir enregistré de nouvelles adhésions au groupement, la commission a examiné les questions à l'ordre du jour.

M. Renaudel a rendu compte des démarches faites auprès de M. Clémentel, ministre du commerce, et de M. Sembat, ministre des travaux publics, en vue d'améliorer la situation créée à l'industrie du papier par le manque de charbon et le manque de fret.

La commission, mise ensuite, par M. Bailly (l'Intransigeant), au courant des démarches faites par le Syndicat de la Presse parisienne, a affirmé son désir de travailler en complet accord avec les différentes associations de presse.

La commission a approuvé, d'autre part, la proposition faite par M. Réal, de l'Association de la presse républicaine départementale et tendant à grouper les différentes demandes de papier émanant des directeurs de journaux des départements, pour les transmettre ensuite à l'examen de la commission.

Sur une proposition relative à la limitation des bouillons, proposition faite par M. Touchard (le Petit Parisien), la commission a décidé de demander aux marchands de journaux, tenanciers de kiosques, etc., de limiter leurs demandes au strict minimum, afin d'aider la presse dans la solution de la crise du papier.

Examinant ensuite la question de la fabrication et de la livraison des toiles métalliques indispensables à la fabrication du papier, la commission a décidé, sur la demande de M. Crolard, président intermédiaire du syndicat professionnel de l'Union des fabricants de papier en France, d'examiner les moyens de parer aux difficultés que rencontrent actuellement les fabricants de toiles métalliques, pour donner satisfaction aux commandes des papeteries.

La commission a enfin adopté un vœu émis par le syndicat professionnel de l'Union des fabricants de papier en France, vœu aux termes duquel le public est invité à ne pas détruire les vieux papiers qui sont indispensables à la fabrication du carton et des papiers d'emballage.

La commission rappelle que la réunion générale du groupement aura lieu le vendredi 25 février 1916, à 2 heures du soir, à la Société des Ingénieurs Civils de France, 19, rue Inghen.

# La Défense de Paris

## CONTRE LES ZEPPELINS

Dans la *Liberté*, l'autre semaine, M. d'Aubigny, député, publiait un long article qui aboutissait à deux conclusions :

1° Les pilotes aptes aux vols de nuit sont peu nombreux ;  
2° Par brouillard, les vols sont à peu près impossibles en raison de l'opacité de l'atmosphère et de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les pilotes de distinguer le terrain d'atterrissage.

Sur le premier point, la question des pilotes aptes aux vols de nuit, nous sommes tout à fait d'accord ; leur nombre est absolument insuffisant et ils représentent à peine le tiers de la totalité des aviateurs affectés à la défense de Paris. Or, ces spécialistes du vol nocturne sont les seuls sur lesquels nous puissions compter pour la défense contre les zeppelins.

Pourquoi, demanderez-vous, n'y a-t-il pas plus de spécialistes des vols de nuit ? Parce qu'on semble s'être peu préoccupé, en haut lieu, de munir les avions des instruments propres à assurer la stabilité quand la terre devient invisible, et l'éclairage du sol quand on procède à l'atterrissage. Ces appareils, je l'indiquais dans un récent article, ce sont soit les stabilisateurs automatiques, soit les indicateurs d'horizontalité ou « clinomètres », et ce sont les phares électriques alimentés par une dynamo avec batterie-tampon interposée.

Quand j'ai soulevé ces questions dans l'*Oeuvre*, on m'a fait l'objection que je prévoyais : il n'y a pas de clinomètres qui soient sûrs quand on marche à 180 à l'heure. Cette affirmation est absolument erronée.

Tout d'abord, il est un appareil théoriquement et pratiquement parfait qui, même en admettant que dans l'état actuel de la science il ne puisse assurer la stabilité automatique, donnera toujours et partout l'indication de la verticale : c'est le gyroscope. On n'a pas encore réalisé son application à l'aéroplane ; c'est un tort, et les impossibilités qu'invoquent ceux qui devraient s'occuper de cette question sont purement imaginaires. On ne fera pas croire que cette merveille qu'est le gyroscope pneumatique de la torpille automobile ne puisse être exécutée sur un avion, où le contrôle et l'installation sont autrement faciles que dans ce sous-marin en miniature, terrible et admirable, qui va porter la mort sous les flots.

En admettant même que le poids soit prohibitif, pourquoi n'essaie-t-on pas d'adapter le gyroscope électrique de Chandler, qu'on est en train de monter sur les torpilles automobiles, dans la marine américaine, et qui, entre parenthèses, rendra ces engins de mort encore beaucoup plus redoutables, puisque, d'après l'auteur, il n'y aurait plus besoin de tube pour les lancer et que n'importe quel bateau de pêche pourrait les mettre à la mer ?

Mais acceptons même que la question du gyroscope pour aéroplane ne soit pas au point ; il n'en subsiste pas moins que d'excellents clinomètres existent, qui fonctionnent depuis des années, qui rendent de signalés services aux officiers qui les ont sur leurs appareils, mais que l'administration militaire a dédaigneusement repoussés. J'en connais un, qui fut proposé par un mécanicien d'avion au commencement de la guerre... On a sérieusement rabroué l'inventeur en le priant de s'occuper de ses affaires. L'instrument fonctionne sur l'appareil de son capitaine, au front, depuis dix-sept mois, et lui permet d'exécuter des vols de nuit par tous les temps. Un autre, avec beaucoup d'autres instruments ingénieux, existait sur un appareil du Bourget, en mars 1915 ; le pilote de cet appareil a vu, grâce à eux, exécuter quantité de vols sur Paris. Après son départ du Bourget, on a envoyé l'avion, avec tous ses instruments, à l'école de Chartres, où il a servi d'appareil de débrouillage et où un « oisillon » l'a brisé en essayant ses ailes naissantes. Étonnez-vous, après cela, que nous manquions de spécialistes pour vols de nuit !

Mais revenons à la conclusion n° 2 de l'article de M. d'Aubigny : la brume rendant impossibles les vols nocturnes. Il faudrait vraiment en finir avec cette légende de la brume qui empêche la défense de Paris !

Qu'on donne aux pilotes, comme je l'indiquais à l'instant, tous les instruments de mesure et de contrôle qui leur sont nécessaires. Qu'on éclaircisse les couches élevées de l'atmosphère — celles qu'évoque le zeppelin au-dessus du rideau — ouaté qui le dérobera à la vue — avec des projecteurs enlevés par des « drachen » munis du téléphone ; qu'on repère le terrain d'atterrissage avec les signaux aériens, que les Allemands utilisaient aux aérodermes de Leipzig et de Johannistal deux ans déjà avant la guerre ; alors on cessera peut-être d'accuser la brume et de laisser les zeppelins se promener librement sur Paris. Le brouillard, dont on ne s'occupe pas au front, ne doit pas être un obsta-

cle à la guerre ; il peut tout au plus être une excuse. Les Parisiens, mieux informés, trouveront peut-être un jour que celle-ci a été trop souvent invoquée.

M. M.

## La Crise des Transports

Elle est encore à l'ordre du jour, et rien ne peut en faire prévoir l'atténuation.

Nous disions récemment que, par suite du manque de main-d'œuvre et de moyens de transport, des milliers de tonnes de matières premières s'entassaient au Havre, alors que des usines de guerre les réclamaient en vain. En l'espèce, il y a actuellement, au Havre, cent trente mille tonnes d'acier et vingt-deux mille tonnes de cuivre. Si donc, dans certaines usines de l'intérieur, on se plaint de n'en pas avoir, ce n'est pas qu'il n'y ait ni acier ni cuivre, mais c'est qu'une incurie impardonnable préside aux actes de notre administration.

Nous parlions également de frais supplémentaires infligés aux navires qui, ne pouvant être déchargés, restent à quai des jours entiers. La semaine dernière, un navire a eu, à Dieppe, 85.000 francs de surestaries, et, ces jours-ci, à Rouen, un navire de 2.000 tonnes paie de 100 à 105 francs de surestaries par heure.

Nous disions encore que la pénurie de wagons était une des causes de cet état lamentable. Voici un fait : il y a quelques jours, la gare de Rouen était sollicitée par les industriels de mettre à leur disposition neuf cent cinquante wagons ; elle put tout juste en répartir quatre-vingt-dix.

Pour faciliter le transport des marchandises de première nécessité, le ministère des Travaux publics crut trouver un expédient en créant le système de la priorité. Le commerçant qui voulait expédier plus vite et obtenir un tour de faveur faisait une demande de priorité et, sous certaines conditions, pouvait avoir un départ plus rapide. Mais, comme tous les commerçants avaient un retard considérable, tous sollicitèrent la priorité et la situation est maintenant la même qu'auparavant.

Mais, voici qui est plus grave. Avant la guerre, une société allemande de charbon, la société « Hugo-Stinnes » avait une concession de terrain sur le quai de Rouen. Après la déclaration de guerre, séquestré fut mis sur cette société, le terrain devenant donc libre. Plusieurs maisons de charbon de Rouen firent des démarches auprès de l'administration des ponts et chaussées pour obtenir la mise de ce terrain à leur disposition. Jamais, jamais, elles ne purent obtenir satisfaction.

On manque de place pour le déchargement des navires, mais il y a un privilège pour la maison boche ; on ne veut pas utiliser le terrain libre en le donnant à une maison française.

L. D.

## AU PARLEMENT

### Pour les pères de familles nombreuses

La Chambre est saisie d'une proposition de loi de MM. Cornard, Fougère et Blaisot tendant à faire passer de droit dans les dernières classes de la réserve de l'armée territoriale les hommes des services auxiliaires pères de plusieurs enfants.

### On nous écrit :

### Refus fantaisistes d'allocations

Après des difficultés inouïes et malgré une demande remontant à août 1914, ma femme n'a obtenu l'allocation qu'en décembre suivant. Mais on ne l'a payée que du 14 décembre au 8 mars 1915, jour de ma libération. C'était une erreur manifeste, puisque des instructions formelles disent que, pour toute demande faite en août 1914, l'allocation sera payée depuis le 2 août.

Sur ma réclamation, la commission d'appel répondit par un refus en disant que deux de mes enfants ne venaient en aide. C'est faux ; mais ce n'est pas la question, puisque, du 14 décembre au 8 mars, on a estimé qu'ils ne m'aidaient pas.

La commission supérieure a confirmé le refus par cet autre motif que mon patron m'avait alloué, bien que je fusse mobilisé, un secours mensuel de 30 francs. Or, j'ai six enfants ; l'allocation était de 4 fr. 25 par jour, soit 127 fr. 50 par mois. Les 30 francs de mon patron me coûtent 97 fr. 50 par mois pendant quatre mois et demi.

J'ai écrit au ministre de l'intérieur pour lui signaler cette énormité et cette iniquité. Il ne m'a pas répondu. Avez-vous plus de chance que moi ?

## SOCIÉTÉ DU GAZ DE PARIS

AVIS

MM. les Actionnaires sont informés que les dépôts effectués en vue de l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée pour le 26 février 1916, n'ont pas réuni un nombre d'actions suffisant pour que l'Assemblée puisse délibérer et ce, malgré la prorogation du délai de dépôt décidée par le Conseil d'Administration. En conséquence, MM. les Actionnaires sont convoqués pour le Samedi 4 Mars 1916, à 3 heures de l'après-midi, à la Salle des Ingénieurs Civils, 19, rue Blanche, à Paris.

Conformément aux Statuts, cette Assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre des Actions présentes ou représentées, mais seulement sur les Objets portés à l'Ordre du Jour de la première réunion. Les dépôts effectués en vue de l'Assemblée Générale du 26 février seront valables, sans autre formalité, pour l'Assemblée du 4 Mars, ainsi que les cartes ou pouvoirs précédemment délivrés. Les nouveaux dépôts d'actions continueront à être reçus dans les Caisses des Établissements de crédit ci-après ou de leurs Succursales et Agences, jusqu'au 26 février inclus au plus tard : Banque Française pour le Commerce et l'Industrie, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Union Parisienne, Comptoir National d'Escompte de Paris, Crédit Lyonnais, Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, Société Centrale des Banques de Province.

# Les idées qui passent...

## La vérité constitutionnelle

La voici, selon M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) :

Chacun à sa place ! Quelle formule simple ! Qui se présente pour en faire une réalité ? Le commandement militaire, maître de ses opérations, sous le contrôle d'un gouvernement contrôlé lui-même par le Parlement. Que le président de la République soit le président de la République. Rien de moins, sans doute, mais, en aucune partie de l'action gouvernementale, rien de plus. Que le président du conseil soit le chef, le chef responsable, au lieu de servir simplement d'abri à un pouvoir irresponsable, quitte à chercher, pour lui-même, dans les verbes de l'inaction, un nouveau secours d'irresponsabilité. Et si tout ce monde de fastueuse inertie ne se résout pas aux résolutions que l'heure commande et que le Parlement lui impose le devoir, puisqu'il le peut, j'ai dit.

Le Rappel, en phrases brèves et incisives, expose sa théorie :

Le Parlement est maître. Il est la Nation. Quelques feuilles, qui s'arrogent le droit de commander à la démocratie, ont senti qu'il ne fallait plus rire. Eh ! oui, Comité de salut public par-ci, Comité de salut public par-là ; on y allait tout droit.

Vous voulez abattre le Parlement ? Nous abattons l'intrigue contre la République et le peuple.

Il suffit de quelques hommes énergiques pour mettre un terme aux plaisanteries les plus déplorables.

A ceux qui parlent de César on a répondu : Robespierre.

Bien des gens ont réfléchi.

## La Censure

M. Judet (*Eclair*) dit à M. Gautier son fait :

La censure s'est subitement réveillée, après quelques somnolences assez courtes ; pour renouveler le prestige qu'elle se figure avoir perdu dans les semaines de tolérance provisoire et de large incurie, elle frappe à tort et à travers, comme les sœurs qui ne veulent plus rien entendre. Au delà, au delà, ce ne sont que sujets défendus : ici le Parlement, là-bas la Pologne et finalement d'autres qui continuent pourtant à exister, malgré nos censures, et dont l'oubli imposé par ordre d'arrangement, pas nos affaires. Nous remercions donc en plein sous la férule des interdictions intelligentes.

## Bistrocratie

L'article prodigieux de la *Revue Vinicole* reprochant à l'*Oeuvre* de combattre les bistros, et déclarant que « le débit de boissons, c'est toute la République, tout ce qui reste de la Révolution française », à la succès qu'il mérite. Pierre Mille (*Excelsior*) le commente ainsi :

L'apôtre de ces gens-là a, en vérité, quelque chose de stupéfiant. Le cabaret, symbole de la Démocratie ! Le débit de boissons, sauvegarde de la Liberté ! Le débit de boissons, l'âme de la République ! Mais ils auront beau faire, ils n'arriveront à désorganiser ni la Démocratie ni la Liberté, ni la République ; elles sont trop haut placées dans les cœurs.

Ils n'arrivent à donner la mesure que de leur bassesse. Je voudrais bien connaître le pauvre diable qui a écrit ça !

## Le sourire français

M. Faguet conseille aux Français et aux Françaises « d'avoir le sourire », qui indique l'équilibre, le calme de l'esprit et la confiance dans l'avenir. L'éminent humaniste se souvient d'Andromaque. Lorsqu'elle accompagna aux portes Scées son cher poilu, elle lui montra un visage héroïque, qui le sourire était à peine mouillé de larmes.

J'ai un vieux voisin, dit M. Faguet (*Excelsior*), qui lit son journal à sa fenêtre, au rez-de-chaussée. Quand je passe, il ne manque jamais de me saluer avec un bon sourire. Il y met son attention, il y met son zèle. Il ne voudrait pas que, prenant connaissance des nouvelles, il eût l'air triste ou inquiet. Il tient, quand je passe, à me dire son petit « ça va bien », dans tous les sens de ce mot.

## La crue de la Seine

La crue de la Seine s'est accentuée hier dans des proportions aussi importantes qu'alarmantes. Les pluies persistantes et l'abondance de la neige tombée en grande quantité dans les environs de Paris ont grossi les affluents du fleuve dont l'étiage a dépassé les prévisions.

Dans l'Yonne, la Charente, la Saône, à l'échelle du jour, 2,35 ; dans la haute Seine, les cotes relevées hier ont été les suivantes : au pont de Seine, à Montereau, 2,98 (hausse 0 m. 32) ; à l'écluse de Varennes, 4,20 ; au pont de Melun, 3,62 (hausse 0 mètre 24) ; au pont de Corbeil, 2,78 (hausse 0 m. 40) ; enfin, à l'écluse du Port-à-l'Anglais, 6,65.

Dans la Marne, les cotes à l'échelle du jour ont été les suivantes : écluse de Cumières, 4,56 ; écluse de Chalifert, 2,96 ; écluse de Charenton, 4,72.

Dans la basse Seine : écluse du canal Saint-Martin (Austerlitz), 4,14 (hausse 0 m. 23) ; pont de la Tourelle, 3,99 (hausse 0 m. 23) ; pont Royal, 5,10 (hausse 0 m. 23) ; écluse de Suresnes, 7,92 ; barrage de Bezons, 4,78 (hausse 0 m. 30) ; pont de Mantès, 5,45 ; écluse de Méricourt, 6,97.

## Le torpillage du "Memphis"

Marseille, 22 février. — La direction de la Compagnie des Messageries Maritimes a été ce matin informée officiellement que le vapeur *Memphis* avait été torpillé par un sous-marin ennemi ; il a été impossible d'avoir aucun renseignement sur la façon dont ce paquebot avait été torpillé ; mais, au bureau de la marine, on déclare que ce torpillage a fait cinq victimes ; trois chauffeurs et deux soutiers annamites.

Le *Memphis*, qui porte une énorme brèche à bâbord occasionnée par le passage et l'explosion de la torpille, est à moitié englouti sous la mer et son renflouement est considéré comme impossible.

Ce bon vieillard a le sens de la gaieté de l'arrière. Elle doit être discrète et à très petit bruit. Elle doit être comme une poignée de main vive, prompte, et qui n'insiste point. A la française toujours ! Sans doute ; mais n'oublions pas que « la française » a plusieurs sens et que l'un de ces sens est : avec tact. La gaieté de l'arrière doit être une belle et douce déesse assise sur les « coteaux modérés ».

## Mentalité boche

M. Benda (*Mercur de France*) a composé une lettre — bien vraisemblable — destinée à exprimer l'idée qu'il se faisait de l'âme allemande. Cette lettre (supposée d'un officier boche ayant tiré sur la cathédrale de Reims) est datée de Reims, 21 septembre 1914 :

J'ai commandé le premier coup de feu. Maintenant, une des tours flambe. Cher, ma joie est totale. Oui, nous sommes perdus, le monde entier se lèvera contre nous, nous disparaîtrons. Mais nous laisserons à ce monde une souffrance éternelle ; éternellement, il pleurera de savoir qu'il y avait à cette place une immense source de joie et qu'elle n'est plus. Ils nous auront détruits, ils danseront sur nos tombes, mais nous serons toujours là, toujours au milieu d'eux, par les ruines de ce qui était beau, par l'empêchement de bonheur dont nous serons la cause, dont ils savent que nous sommes la cause. Cela me console de tout.

Je voudrais qu'il n'y eût en monde qu'un exemplaire d'Homère et pouvoir le détruire.

## Le crocodile "Angleterre"

Les Allemands comparent l'Angleterre à un crocodile. Lisez ce que dit le *Hamburger Fremdenblatt* :

Quelle est l'attitude d'un voyageur assailli par un requin, un crocodile ou une bête sauvage de la « jungle » africaine ? Demande-t-il pardon à la bête pour la blesser, ou cherche-t-il son couteau ? Il cherche à frapper l'importun, pourvu que la blessure soit mortelle.

Cela doit être l'attitude de l'Allemagne envers ce requin monstrueux, l'Angleterre, à côté duquel même un crocodile est une créature gentille et pitoyable.

## Castelnau

Des Lectures pour tous :

A chacun il sait faire rendre le maximum, lui demandant tout ce qu'il peut donner, mais rien de plus, et toujours pour le plus grand bien du service. Il a bien réellement, et selon l'expression consacrée, le « main de fer dans le gant de velours ». Possédant l'art d'employer le langage qui convient à chacun, il adresse surtout au cœur, et non aux oreilles, et trouve un sobriquet pour ses soldats. Aussi a-t-il obtenu de tous ceux qu'il a commandés des résultats extraordinaires : à Nancy, au beau 37<sup>e</sup> ; à Sedan, puis à Soissons, à la tête de sa brigade ; plus tard, à Chaumont, comme chef d'une division justement réputée pour sa capacité manœuvrière. C'est dans ce commandement qu'un jour, au cours d'une critique des grandes manœuvres, le général Chomier, alors inspecteur d'armée, lui dit devant tout le monde, à propos d'une légère contradiction entre eux : « Ce que vous dites achève de me convaincre. Vous n'êtes d'ailleurs très supérieur. » Parole, qui, venant d'un chef à un subordonné, honore autant l'un que l'autre.

Du *New-York World* :

A la bataille de la Marne, il maintint ses hommes vaillamment et ne contribua pas modérément à la formidable résistance qui finit par rebattre la vague allemande qui s'avancait sur Paris. Il reçut alors le commandement de l'armée de la Somme, et ses talents furent employés dans la marche sur Calais, que les Français et les Anglais atteignirent avant les Allemands et qu'ils ont défendu jusqu'à un sobriquet d'« armée sacrifiée ». Mais son plus fameux exploit eut lieu à Nancy, au début de l'invasion allemande. L'empereur Guillaume était venu en personne afin d'encourager son armée, et la détermination des Allemands pour prendre la place se signalait par les assauts répétés et le grand nombre d'hommes sacrifiés. Castelnau et sa division de fer firent le demi-cercle de hauteurs jusqu'à ce que l'offensive de l'ennemi eût cessé. On l'a appelé depuis le « sauveur de Nancy ».

## EXÉCUTION D'UN ESPION

L'espion italien Mario-Joseph Dei Pasi avait été condamné à mort le 5 janvier dernier par le troisième conseil de guerre de Paris. Deux pourvois successifs qu'il forma furent ensuite rejetés par la Cour suprême. Dei Pasi, qui était écroué à la prison de la Santé, a été exécuté à quatre heures hier matin. Après une toilette sommaire, il est parti à cinq heures pour Vincennes, où il a été passé par les armes à six heures trois quarts.

## A la statue de Washington

L'ambassadeur des Etats-Unis est allé hier matin déposer une couronne au pied de la statue de Washington. La cérémonie avait été organisée par la société des « Fils de la Révolution américaine ».

Aux côtés de M. William Sharp se trouvaient tous les membres de l'ambassade, M. Dupuy représentant M. Briand, les préfets de la Seine et de Police, et un grand nombre de notabilités de la colonie américaine de Paris.

## LES ANARCHISTES DE PONTOISE

Deux, sur les cinq anarchistes trouvés quelques mois avant la guerre porteurs de bombes sur la route de Beaumont et condamnés par le tribunal de Pontoise, s'étaient pourvus contre l'arrêt qui les avait frappés ; c'était Oustouff, qui s'était vu infliger trois mois de prison, et Godoresky, condamné à la même peine.

Il y a quinze jours, devant la chambre des appels correctionnels, M<sup>rs</sup> Alexandre Zévassé et Thomasini avaient soutenu l'appel de leurs clients. Hier, M. Granier a prononcé son réquisitoire et, après réplique des avocats, le jugement a été rendu.

La cour a confirmé le jugement rendu par le tribunal de Pontoise. L'arrêt ajoute que Godoresky et Oustouff seront tenus des

dépens des deux procédures suivies, mais jusqu'à concurrence des trois cinquièmes seulement en ce qui concerne ceux de la procédure de l'autorité militaire. (L'autorité militaire avait commencé l'instruction à son début et s'était dessaisie au profit de la magistrature civile.)

## LE "TIP" remplace le Beurro

Auguste PELLERIN, 82, Rue Rambuteau (145 le 1/2 Lit.)

## LE CHAMP D'HONNEUR

Extrait de l'ordre n° 8 de la 76<sup>e</sup> brigade, daté du 3 février 1916 :

Hubin Fernand, sergent (matricule n° 639 de la 8<sup>e</sup> compagnie) : « Excellent sous-officier, fait montre en toutes circonstances d'énergie, d'entrain et de froide bravoure. Très brillante attitude lors du violent bombardement et par son exemple a maintenu intact le moral de ses tirailleurs ; blessé légèrement au visage. »

## NÉCROLOGIE

Le peintre Léon Comerre est mort dimanche en son domicile, rue Ampère, N° 4, Trélon (Nord), en 1850, il avait obtenu le grand prix de Rome en 1875. Son premier envoi au Salon, une danseuse vue de face et les jambes croisées, fut très remarqué ; il exposa régulièrement chaque année et sa réputation ne fit que grandir. Il était officier de la Légion d'honneur.

M. Jules Jahuzot, ancien directeur des Magasins du Printemps, ancien député de la Nièvre, retiré dans ses propriétés à la suite de sa condamnation, en 1908, pour acquisition du sucre, vient de mourir à l'âge de 72 ans. Il avait épousé en premières noces Mlle Figeac, comédienne célèbre sous le second Empire.

## La Société Maggi-Kub et les Potages Duval

Hier, devant le tribunal de commerce, la Société Maggi-Kub intentait un procès en concurrence déloyale à la Société des Potages Duval et à MM. Paulquier et Tabard.

Par l'organe de M<sup>rs</sup> Henri Coulon, la société demanderesse réclamaux aux défendeurs, assistés de M<sup>rs</sup> Hardy, agrégé, un franc de dommages-intérêts et deux cents insertions à son choix.

Les juges consulaires ont renvoyé à quatre semaines le prononcé de leur jugement.

## Urétrites

# PAGÉOL

ANTISEPTIQUE ÉNERGIQUE des VOIES URINAIRES

**Guérit vite et radicalement**  
**Supprime douleurs**  
ÉVITE TOUTE COMPLIATION

Comm. à l'Académie de Médecine par le Professeur LASSARTE, Médecin principal de la Marine, anc. Prof. à l'École de Médecine Navale.

Labor. de l'URODONAL, 234, R. de Valenciennes, Paris.  
1/2 Boite: 6 fr. — Grande Boite: 10 fr. — Etranger: 7 et 11 fr.

## LES SPECTACLES

**Ce soir :**  
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — La Fontaine de Jouvecq, Andromaque.  
OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.  
ODÉON. — 2 h. 30 et 8 h. 30. — L'Espionne, VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cahiria.  
TH. SARAH-BERNHARDT. — Relâche.  
GAITE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.  
GYMNASE. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.  
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.  
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'Impromptu du Potin, la Bonne Intention.  
PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — Anna Karoline.  
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.  
TR. REJANE. — Relâche.  
CHATELET. — 7 h. 35. — Les exploits d'une petite Française.  
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kit.  
NOUVEAU-AMBIGU. — Relâche.  
CLUNY. — 8 h. 15. — Les forfaits de Pipermans, les Jochissés de l'Amour.  
TRAVAIN-LYRIQUE. — Relâche.  
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout, OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.  
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Polin, 30 artistes.  
MONCEY. — 8 h. 30. — Si j'étais Roi.  
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.  
CAPELLAS. — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon.  
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Français de Rosalie.  
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé.  
L'ÉPIQUEUR du docteur Lorde.  
SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les blenets !  
CIGALE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revues.  
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.  
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — La Dame du Commissariat.  
EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches.  
ROYAL.  
GAITE-ROCHEBOURNE, EMPIRE, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions.  
OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.  
ARISTON-GAITE-PATHE. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

## VIN de PHOSPHOGLYCERATE de CHAUX

### DE CHAPOTEAUT.

## FORTIFIANT STIMULANT

Recommandé Spécialement aux CONVALESCENTS, ANÉMÉS, NEURASTHÉNIQUES, Etc., Etc.

Dans Toutes les Pharmacies. VENTE EN GROS: 8 RUE VIVIERNE, PARIS.

ÉPICIER, non mobilisable, demandant emploi, s'adresser M. Choudry, 10, rue des Quatre-Vents n° 2.  
2 JEUNES GENS, frères réfugiés, élèves de collège, cherchant travail supplémentaire, de préférence industrie ou commerce, s'adresser Balabaud, 1, rue Darcel, Paris.  
Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.  
Imprimerie WELLSHOFF et ROGEE  
14-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.